

Paris / Sao Paulo, 8 septembre 2017

Infrastructures : le talon d'Achille du développement en Amérique latine

- **Faible développement des infrastructures dans la région**
- **Piètre bilan de progression des taux d'investissement**
- **Compétitivité entravée par une qualité insuffisante des infrastructures de transport et autres**
- **Des sources d'énergie verte peuvent ouvrir la voie au développement d'infrastructures**
- **Des partenariats public-privé, une solution pour des budgets nationaux serrés**
- **Pour attirer les investissements privés, les gouvernements doivent renforcer les mesures de lutte contre la corruption et améliorer la transparence**

La situation fragile de ces dernières années met en évidence les problèmes de compétitivité de la région. Quels sont les points faibles des infrastructures en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie, en Équateur, au Mexique et au Pérou ?

La croissance des économies d'Amérique latine correspond au cycle haussier des matières premières qui a duré plus d'une décennie, jusqu'en 2014. Toutefois, les solides performances de cette époque n'ont pas profité au développement des infrastructures.

Dès le milieu de l'année 2014, la baisse des cours mondiaux a eu de lourdes répercussions sur l'activité de la région et a révélé sa fragilité. Les dépréciations des taux de change qui ont suivi n'ont pas suffi à stimuler la compétitivité des produits manufacturés et ont entraîné une détérioration des balances commerciales.

Les défis de la région sont exacerbés par une combinaison de facteurs défavorables aux entreprises : la législation du travail, une fiscalité lourde, le niveau d'éducation, une bureaucratie complexe et des infrastructures inadéquates. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la région devrait investir 6,2% de son PIB annuel dans des infrastructures sur la période allant de 2012 à 2020, mais actuellement aucune des grandes économies régionales n'investit plus de 3% de son PIB.

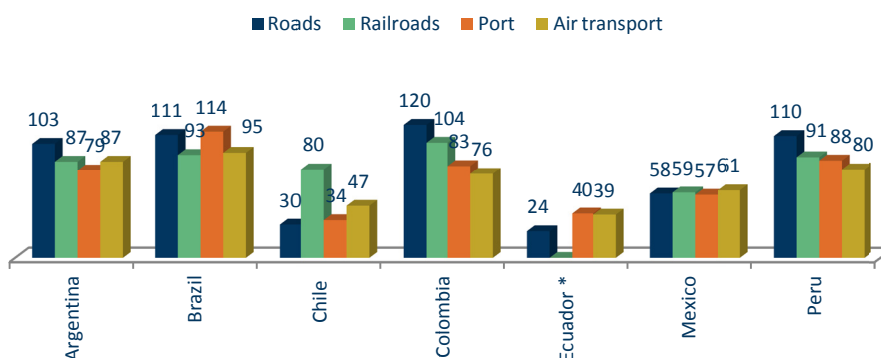
Des infrastructures portuaires et d'autres infrastructures de transport inadéquates entravent la compétitivité

L'indice mondial de la compétitivité (*the Global Competitiveness Index* par le Forum économique mondial) analyse divers aspects des infrastructures et met en évidence les défis suivants :

- 1) Les infrastructures de transport laissent nettement à désirer en Argentine, au Brésil, en Colombie et au Pérou.
- 2) La qualité des routes est le talon d'Achille des pays de cette région.

3) La mauvaise qualité des infrastructures portuaires constitue un problème tout particulier au Brésil. En effet, transporter un produit à l'étranger revient parfois moins cher que de le transporter dans un autre État brésilien.

Qualité des infrastructures de transport 2016 - 2017 (classement de 138 pays)



Source : Forum économique mondial

*Les données ferroviaires de l'Équateur ne sont pas applicables

Infrastructures d'énergie verte : une opportunité pour le développement

La production d'énergie en Amérique latine est largement tributaire de sources hydrauliques et thermiques, même si, comme dans d'autres parties du monde, cette dépendance devrait perdre de sa force. Alors que l'énergie thermique implique en général des coûts élevés et une pollution plus importante, la construction de centrales hydroélectriques se heurte fréquemment à la colère des populations locales en raison de son impact environnemental. Par ailleurs, ces dernières années, de nombreux pays ont été confrontés à des sécheresses prolongées provoquées par le phénomène climatique El Niño, ce qui met en évidence les risques liés à l'utilisation des ressources hydrauliques.

Le **Chili** est un pays qui s'est engagé dans le développement de sources d'énergie verte. Son gouvernement s'est fixé comme objectif de produire 20% de son électricité à partir de ressources renouvelables non hydrauliques avant 2025. Le coût de la production d'énergie devrait alors être d'un tiers inférieur au niveau actuel. L'**Argentine** présente également des perspectives prometteuses pour les énergies renouvelables. Sous la houlette de Mauricio Macri, le pays a lancé un programme d'enchères pour les énergies renouvelables. Au cours des deux premiers appels d'offres qui se sont tenus l'an dernier, 59 projets évalués à 4 milliards USD ont été adjudiqués.

Besoins en investissements : les partenariats public-privé, un antidote à des budgets gouvernementaux serrés

Face à des dépenses publiques sous pression, les Partenariats Public Privé (PPPs) ont gagné en popularité dans la région. Toutefois, le manque de transparence, des conditions peu attrayantes et des sources de financement limitées ne sont que quelques-uns des points qui restent encore à traiter, afin de stimuler les investissements privés.

Selon l'indicateur relatif aux environnements PPP de *The Economist Intelligence Unit*, en Amérique latine, le Chili et la Colombie sont les pays les mieux préparés pour les partenariats public-privé. L'édition 2017 du rapport souligne les progrès stables dans la région, même si la transparence dans les processus PPP reste à gagner.

Les scandales liés à la corruption entraînent des retards dans les investissements et attisent la méfiance des investisseurs étrangers. Il est important de prévoir des mesures punitives efficaces afin de préserver la confiance et l'intérêt dans les PPP.

Optimiser le résultat des investissements en infrastructures

Dans un but d'optimisation des résultats obtenus grâce à des investissements en infrastructures, il convient de prendre en considération certains besoins importants, notamment :

- *Élargir les instruments financiers destinés à réaliser des investissements dans les infrastructures*

L'absence générale de mécanismes financiers pour soutenir les investissements privés est fréquemment citée comme l'obstacle majeur auquel font face les entrepreneurs.

- *Prospecter de nouveaux investisseurs*

De nouveaux investisseurs potentiels doivent être prospectés afin de stimuler la concurrence au cours des offres publiques.

- *Définir des conditions plus attractives*

Des rendements avantageux et un encadrement réglementaire clair aideraient à susciter un plus grand intérêt auprès des investisseurs privés.

- *Améliorer la transparence, les règles internes et la conformité*

Des actions menées dans ces secteurs aideraient à combattre les cas de surfacturation et/ou de corruption dans les projets de construction d'infrastructures.

CONTACT MEDIA:

Maria KRELLENSTEIN - T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

A propos de Coface

Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, offre à 50 000 entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. Le Groupe, dont l'ambition est de devenir le partenaire assurance-crédit global le plus agile du secteur, est présent dans 100 pays et compte 4300 salariés. Son chiffre d'affaires consolidé s'élève à 1,411 Md€ en 2016. Chaque trimestre, Coface publie ses évaluations du risque pays et du risque sectoriel, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 660 arbitres et analystes crédit localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

www.coface.com

Coface SA. est coté sur le Compartiment B d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

